





## Cahier des Clauses Particulières : Coordinateur de missions SPS

ETABLI PAR	APPROUVE PAR
<p><b>Kalyi HOLO</b> <i>Gestionnaire de patrimoine</i></p> 	<p><b>Geneviève VERNES</b> <i>Manager secteur DELIS</i></p>  <p><b>Lucie DESERCES</b> <i>Directrice ressources</i></p>  <p><b>Maclou RIGOBERT</b> <i>Directeur Général</i></p> 

<b>CSPS</b>	<b>Page : 2/30</b>
<b>Cahier des Clauses Techniques Particulières</b>	<b>Date : 13/03/2025</b>

<b>RECAPITULATIF DES EDITIONS</b>		
<b>Edition</b>	<b>Date</b>	<b>Observations</b>
1	13/03/2025	1 <sup>ère</sup> édition

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
1.1. RAPPORTS DU TITULAIRE AVEC LES AUTRES INTERVENANTS .....	8
<b>2. MISSION DU TITULAIRE .....</b>	<b>8</b>
2.1. DECOMPOSITION DES MISSIONS ET PRESTATIONS .....	10
2.2. DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PHASE REALISATION .....	13
2.2.1. MISE A JOUR DU PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.G.C.S.P.S.) .....	13
2.2.2. TENUE DU REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION (R.J.C.) .....	13
2.2.3. EXAMEN, HARMONISATION ET APPROBATION DU PPSPS ETABLI PAR CHAQUE ENTREPRISE .....	14
2.2.4. ORGANISATION DE LA COORDINATION DU CHANTIER AU NIVEAU DE L'HYGIENE ET DE LA SECURITE .....	14
2.2.5. ÉLABORATION ET MISE A JOUR DE LA DECLARATION PREALABLE .....	15
2.2.6. VISITES DU CHANTIER AVEC CHAQUE ENTREPRISE .....	15
2.2.7. ÉLABORATION DU DIUO (DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE) .....	15
2.2.8. COORDINATION PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT .....	16
<b>3. AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SÉCURITÉ .....</b>	<b>17</b>
<b>4. MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU COORDONNATEUR SÉCURITÉ .....</b>	<b>17</b>
<b>5. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DE LA MISSION DU COORDONNATEUR SÉCURITÉ .....</b>	<b>19</b>
5.1. PLURALITE D'OPERATIONS OU CHANTIER SUR UN MEME SITE OU SUR PLUSIEURS SITES CONTIGUS .....	20
5.2. REALISATION D'UNE OPERATION SUR UN SITE OU A PROXIMITE D'UN SITE EN EXPLOITATION .....	20
5.3. OPERATION SOUMISE AUX DISPOSITIONS DE L'ART R4533-1 DU CODE DU TRAVAIL .....	20
<b>6. ANNEXE 1 : DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE .....</b>	<b>21</b>
<b>7. ANNEXE 2 : REGISTRE JOURNAL .....</b>	<b>23</b>
<b>8. ANNEXE 3 : PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS) .</b>	<b>25</b>
<b>9. ANNEXE 4 : PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION (PGC) .....</b>	<b>28</b>
<b>10. ANNEXE 5 : DÉCLARATION PRÉALABLE .....</b>	<b>30</b>

# 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1. Objet du marché

Le présent marché porte sur la réalisation de missions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS) dans le cadre de travaux de construction, de rénovation, ou de maintenance réalisés sur les sites du maître d'ouvrage, CGSS en Martinique.

Ces missions sont conformes aux dispositions légales et réglementaires, en particulier celles définies par le Code du Travail et les textes relatifs à la coordination SPS (Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994).

Le marché régi par le présent CCTP porte sur la réalisation d'une mission de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé pour les phases de conception et de réalisation d'un ouvrage de bâtiment de catégorie I au sens de l'article R 238-8 du code du travail que le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé déclare parfaitement connaître.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires, relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé reconnaît disposer des informations nécessaires et avoir une connaissance suffisante du site et des contraintes que cela peut occasionner dans le cadre du Projet. Il a pris en compte ces contraintes.

Dans l'exécution de ses Missions, le coordonnateur SPS s'engage à faire preuve des compétences, soins et diligences que l'on est raisonnablement en droit d'attendre d'un professionnel se présentant comme ayant la compétence, l'expérience et les ressources nécessaires pour réaliser une mission ayant trait à un projet dont la taille, l'envergure et la complexité sont similaires au Projet.

Le Coordonnateur SPS reconnaît avoir reçu tous les documents et renseignements nécessaires à l'exécution de ses missions.

Dans le cas contraire, le Coordonnateur SPS en fait la demande auprès du Maître de l'Ouvrage dans des délais compatibles avec les délais d'exécution de ses missions.

Les documents, dont la production incombe au coordonnateur SPS en vertu du présent contrat, sont dus en deux (2) exemplaires, dont un reproductible (sur support électronique préalablement agréé par le Maître d'Ouvrage). Le Maître d'Ouvrage remboursera au coordonnateur SPS sur présentation de factures, les tirages supplémentaires qu'il pourrait réclamer.

Le coordonnateur SPS accepte les attentes du Maître d'Ouvrage qu'il déclare parfaitement connaître.

Le coordonnateur SPS a l'obligation de collaborer avec les autres intervenants, Maître d'Oeuvre Général ainsi qu'avec l'Entrepreneur et répondre sans délai à leurs sollicitations.

La formation de Coordonnateur de sécurité et protection de la santé est actualisée tous les 5 ans, dans l'année civile qui suit l'échéance de la dernière attestation de compétence délivrée par l'organisme de formation.

## **1.2. Intervention du contrôleur technique**

Le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé s'engage à prendre en compte tous les avis du contrôleur technique missionné par le Maître de l'Ouvrage, si nécessaire en reprenant ses missions pour les adapter

## **1.3. Intervention d'une équipe de Maîtrise d'œuvre**

Il est prévu l'intervention d'une équipe de Maîtrise d'Oeuvre, avec laquelle le Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé doit impérativement coordonner sa mission. L'intervention de l'équipe de Maîtrise d'œuvre suppose du Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé l'engagement d'informer régulièrement celle-ci de l'avancement de sa mission, de l'associer à celle-ci si nécessaire. Cette obligation de coordination suppose de la part du Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé un comportement actif et ouvert.

# **2. ETENDUE DE LA MISSION**

Dans le cadre de sa mission, le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé contribue à la prévention des risques résultant de la co-activité des entreprises.

Il s'engage à réaliser pour le Maître de l'Ouvrage les éléments de mission suivants :

## **2.1. Eléments de mission :**

La coordination de sécurité et protection de la santé pour la conception de l'ouvrage.  
La coordination de sécurité et protection de la santé pour la réalisation de l'ouvrage.

## **2.2. Description des éléments de mission :**

Cette description est établie dans la seconde partie du présent contrat.

### 2.3. Exclusivité :

La mission de coordination de sécurité et protection de la santé sera exclusive de toute autre fonction sur les chantiers d'un montant supérieur à 760.000 €.

### 2.4. Modification du programme

De manière générale, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au programme toutes modifications, lesdites modifications pouvant notamment résulter de la volonté de l'acquéreur en état futur d'achèvement qui souhaiterait des travaux modificatifs ou supplémentaires.

En cas de modification de programme décidée par le Maître de l'Ouvrage, sous réserve que l'objet reste le même et que la masse financière des travaux ne varie pas de plus de 10 % par rapport à la masse initiale, le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé ajuste ses missions sans rémunération complémentaire.

En cas de modification du délai d'exécution des travaux décidée par le Maître de l'Ouvrage, sous réserve que l'objet reste le même et que la masse financière des travaux ne varie pas de plus de 10 % par rapport à la masse initiale, le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé ajuste ses missions sans rémunération complémentaire.

Les travaux modificatifs ou supplémentaires ou de prolongation du délai d'exécution des travaux demandés par le Maître de l'Ouvrage au-delà des limites ci-dessus ouvriront également droit à rémunération complémentaire. Dans un tel cas, le Maître de l'Ouvrage et le Coordonnateur de Sécurité et protection de la santé conviennent de se concerter afin de déterminer d'un commun accord la rémunération complémentaire qui pourrait être due à ce dernier.

#### • Phase Réalisation : Préparation de Chantier

Pendant la phase de préparation de chantier le Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé exécute les tâches définies à la partie technique ci - après.

L'ensemble des prestations doit être effectué sans entraîner d'augmentation de la période de préparation des travaux.

#### • Phase Réalisation : Déroulement des travaux

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) ouvert lors de la phase de conception est complété tout au long du déroulement des travaux.

De même pour le Plan Général de Coordination (PGC), le Registre Journal (RJ) et le suivi des Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) des entreprises pour leur mise en cohérence en fonction de l'avancement des travaux.

- **Phase Réalisation : Remise du D.I.U.O.**

Le Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la réception des travaux pour remettre au Maître de l'Ouvrage le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage.

En cas de suspension du contrat par le Maître de l'Ouvrage comme il est dit ci-après, le présent calendrier sera décalé de plein droit en tenant compte du temps de suspension.

## **2.5. Réception des documents de missions**

### **2.5.1. Présentation des documents**

Le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé est dispensé d'aviser par écrit le Maître de l'Ouvrage de la date à laquelle les documents de missions lui seront présentés.

### **2.5.2. Nombre d'exemplaires**

Les documents de missions sont remis par le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé au Maître de l'Ouvrage pour vérification et réception en deux exemplaires dont l'un reproductible.

Parallèlement, le Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé adressera une copie de ses documents au Maître d'Oeuvre et si nécessaire aux entrepreneurs. Il devra conserver la preuve qu'il a adressé ces copies.

### **2.5.3. Délais**

La décision écrite par le Maître de l'Ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction d'honoraires ou de rejet des documents de missions ci-dessus doit intervenir dans les 6 semaines de la transmission du document de missions concerné au Maître de l'Ouvrage. **Si cette décision du Maître de l'Ouvrage n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme refusée tacitement.**

En cas de rejet ou d'ajournement, le Maître de l'Ouvrage dispose pour donner son nouvel avis, après présentation par le Coordonnateur de sécurité et protection de la santé des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **2.6. ACHEVEMENT DE LA MISSION DU COORDONNATEUR DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

La mission du Coordonnateur de sécurité et protection de la santé s'achève à **l'échéance de l'année de parfait achèvement** ou après la levée de la dernière réserve affectant l'ouvrage ou la reprise du dernier désordre apparu pendant l'année de parfait achèvement si ces dates sont postérieures.

## **2.7. CONFIDENTIALITE**

Les termes du présent contrat ainsi que tous les documents produits par le coordonnateur SPS ou fournis par le Maître d'Ouvrage devront être considérés comme confidentiels. Le coordonnateur SPS ne devra révéler leur contenu à aucun tiers sans accord préalable du Maître d'Ouvrage, sauf obligation légale. Tous les documents liés au Projet qui seront fournis au coordonnateur SPS par le Maître d'Ouvrage devront lui être retournés au terme de ses Missions, dans la limite du respect de son obligation légale de conservation et d'archivage.

# **3. RAPPORTS DU TITULAIRE AVEC LES AUTRES INTERVENANTS**

Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, désigné par le Maître d'Œuvre, agit en toute indépendance vis à vis des autres intervenants et intervient dans les phases de conception et de réalisation.

Il ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions particulières du présent Cahier des Charges.

Son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

## **3.1. MISSION DU TITULAIRE**

Le coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) devra être titulaire d'une habilitation conforme aux dispositions du Code du travail (articles R4532-25 à R4532-37) et disposer d'expérience avérée dans la coordination SPS de niveau correspondant à la catégorie et à la complexité du projet. Il devra justifier d'une formation spécifique en prévention des risques professionnels et d'une connaissance approfondie de la réglementation en matière de sécurité sur les chantiers.



<b>CSPS</b>	<b>Page : 9/30</b>
<b>Cahier des Clauses Techniques Particulières</b>	<b>Date : 20/01/2025</b>

Le prestataire devra fournir les attestations de compétence et références récentes démontrant sa capacité à assurer la mission de coordinateur SPS. Il devra également maîtriser les outils nécessaires à la gestion documentaire du chantier (PGCSPS, DIUO, registre de journal SPS, etc) et être en mesure de proposer des moyens adaptés aux contraintes spécifiques du site.

La mission du Coordonnateur Sécurité est celle figurant dans la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses textes d'application.

Les opérations sur lesquelles porterons la mission du Coordonnateur Sécurité sont classées en catégorie 1,2 et 3.

L'ensemble des intervenants d'une opération de bâtiment est tenu de respecter, d'appliquer et de faire appliquer les principes généraux de prévention définis à l'article L 230.2-II du Code du Travail :

- Éviter les risques vis à vis des différents intervenants, des riverains, des usagers de tous les bâtiments et installations riveraines et du personnel d'exploitation,
- Coordonne les interventions pour une gestion efficace de la sécurité sur le chantier,
- Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités, une fois évalués, combattre ces risques à la source, l'ensemble des livrables à fournir dans le cadre de ces missions (PGC, DUIO etc) doivent être précis et actualisés.
- Adapter le travail à l'homme (ergonomie) en agissant sur la conception, l'organisation et les méthodes de travail et de production, d'une manière générale, remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui l'est moins,
- Prendre les mesures de protections collectives en priorité et ne recourir aux protections individuelles que si la situation rend tout autre choix impossible,
- Veiller à ce que les acteurs (MOE et SPS) communiquent aux entreprises et aux travailleurs indépendants toutes les informations et les instructions nécessaires pour assurer la sécurité et la santé des acteurs qui réaliseront le chantier,
- Tenir compte de l'évolution des techniques, notamment lors des choix de conception.

Tout au long de sa mission, le Coordonnateur Sécurité organise, met en œuvre les principes généraux de prévention ci-dessus et valide les mesures prises à ce titre par les différents intervenants.

Le Coordonnateur Sécurité procède à une analyse des risques qui se concrétisera par l'établissement périodique d'un rapport définissant les risques :

- Liés au site et aux installations et bâtiments riverains,
- Liés à l'activité,
- Liés à la Co activité (risques importés et risques exportés).

Cette analyse du risque sera transmise au Maître d'Œuvre.

Le présent marché précise les phases qui donneront lieu à la constitution obligatoire d'un tel rapport mais elles n'ont pas un caractère exhaustif ni limitatif :

- Il est de la responsabilité du Coordonnateur Sécurité, en fonction de l'évolution du dossier et des événements survenant lors de la réalisation, de produire des analyses complémentaires.

### **3.1.1. DECOMPOSITION DES MISSIONS ET PRESTATIONS**

Le CSPS émet, durant toute la durée de sa mission, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre - journal.

Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

- **Elément 1 : Conception - Phase Esquisse/DIA/APS**

Dans le cadre d'un concours, le CSPS assiste aux réunions de la commission technique et rédige un rapport d'analyse des projets architecturaux destiné au Jury de concours le cas échéant

Ouverture du RJC, transmission MOA et MOE

Réunion avec MOA : prise contact, présentation projet, transmission documents

Inspection des lieux, compris abords et concertation avec gestionnaire

Réunions de mise au point APS

Analyses des risques liés aux interventions ultérieures et aux rapports

Analyses diagnostics y compris ceux du MOE, demande de diagnostics complémentaires si nécessaire et demande de renseignements sur les réseaux

Analyses des risques et rapports sur l'APS : transmission MOA et MOE

- **Elément 2 : Conception - Phase APD**

Réunions de mise au point APD

Analyses des risques et rapports sur l'APD

Analyses diagnostics y compris ceux du MOE, demande de diagnostics complémentaires si nécessaire et demande de renseignements sur les réseaux

Compléments au RJC, transmission MOA et MOE

- **Elément 3 : Conception - Phase PRO**

Réunions de mise au point PRO

Analyses des risques et rapports sur le PRO

Compléments au RJC, transmission MOA et MOE

Rédaction du PV de passation de consignes et documents

- **Elément 4 : Conception -Phase DCE**

Réunions de mise au point DCE  
 Rédaction du PGC, transmission MOA et MOE  
 Rédaction du projet de règlement du CISSCT si nécessaire, transmission MOA  
 Vérification de prise en compte des diagnostics et des demandes de renseignements sur les réseaux  
 Vérification de prise en compte des risques liés aux interventions ultérieures et rapport  
 Analyse DCE, vérification cohérence entre pièces écrites et PGC  
 Analyse des variantes ayant une influence sur la sécurité  
 Compléments au RJC, transmission MOA et MOE  
 Participation à l'élaboration du calendrier contractuel  
 Passation des consignes avec le CSPS réalisation

NB : Il est demandé au CSPS de donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles.

- **Elément 5 : Réalisation**

EXE : Vérifier que les écarts éventuels entre les détails d'exécution et les dispositions arrêtées lors de l'analyse des offres n'ont pas d'incidence sur la sécurité du chantier.  
 Inspections communes avec les entreprises  
 Visites inopinées sur site, en dehors des réunions de chantier.  
 Réunions de chantier,  
 Harmonisation des PPSPS et transmission aux autres entreprises  
 Mises à jour et diffusions du PGC  
 Compléments au RJC, transmission MOA, MOE et entreprises  
 Observations au RJC, transmission MOA, MOE et entreprises  
 Présidence du CISSCT si nécessaire, convocations, compte rendus  
 Compléments au DIUO  
 Avis sur mises à jour calendrier exécution

- **Elément 6 : Réception**

Remise de la dernière version du PGC au MOA  
 Finalisation du DIUO et transmission au MOA  
 Compléments au RJC, transmission pour VISA

- **Elément 7 : Année de parfait achèvement**

Suivi de la levée des réserves dans les conditions des phases 5 et 6  
 Compléments au DIUO et transmission au MOA

**Fréquences des visites inopinées** : Le coordinateur SPS devra réaliser des visites inopinées de chantier afin de s'assurer du respect des dispositions du PGCSPS et de la réglementation en vigueur. La fréquence minimale des visites est fixée comme suit :

- **Opération de catégorie :**

- **Catégorie 1** : Au moins une visite par semaines, renforcée lors des phases critiques,
- **Catégorie 2** : Au moins une visite toutes les 2 semaines,
- **Catégories 3** : Au moins une visite par mois.

En fonction de l'évolution du chantier et des risques identifiés, le coordinateur SPS pourra ajuster la fréquence des visites si nécessaire. Un compte rendu écrit sera systématiquement établi après chaque visite et intégré au registre journal SPS.

Le Coordonnateur Sécurité procède à une analyse des risques qui se concrétisera par l'établissement périodique d'un rapport définissant les risques :

- Élaboration et suivi du PGC
- Tenue du registre journal de coordination
- Examen des documents d'études
- Dossier de Consultation des entreprises (DCE)

Son cadre est défini en annexe 4.

Le Coordonnateur Sécurité disposera d'un délai de quinze jours à compter de la date de notification de l'ordre de service pour établir l'état initial du PGC. Il le tiendra à jour et veillera à son application. Chacune de ses adaptations devra être transmise au Maître d'Œuvre dans les plus brefs délais. En outre, mention de ces adaptations devra être faite par le Coordonnateur Sécurité sur le registre journal.

Conformément aux dispositions de l'art R 4532 du Code du travail, le Coordonnateur Sécurité ouvre le Registre journal de coordination dont le cadre est défini en annexe 2 au présent Cahier des Charges.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et paraphées avec des annexes numérotées paginées et paraphées auxquelles il est fait référence.

Le Coordonnateur Sécurité mentionne sur le registre journal pendant toute la durée de sa mission toutes ses observations et les fait viser par les intéressés.

Dès la phase de conception, le Coordonnateur Sécurité précise au Maître d'Œuvre les différents types de documents dont il souhaite être destinataire.

La procédure de codification et de diffusion des documents relatifs au marché lui est communiquée.

Le Coordonnateur Sécurité effectue une analyse des risques générés par les documents qui lui sont communiqués au regard de la sécurité et de la protection de la santé. Il valide les mesures arrêtées pour les réduire ou les limiter.

Il établit des rapports d'analyse qu'il communique au Maître d'Œuvre.

Le Coordonnateur Sécurité complète les DCE soumis aux entreprises en proposant au Maître d'Œuvre l'ensemble des éléments, pièces modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier en particulier :

. Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues); à ce titre, le Coordonnateur Sécurité doit exprimer ses besoins en terme de bureaux, salle(s) de réunion et équipements nécessaires à l'exercice de sa mission,

. Les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,

. Les obligations des entreprises et de leurs sous-traitants éventuels en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,

. Les documents tels que le Plan général de Coordination, un cadre type minimal des PPSPS à remettre par les entreprises.

Le Coordonnateur Sécurité vérifie en outre si les prescriptions qu'il a définies ont bien été prises en compte ou annexées aux DCE.

### **3.2. DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PHASE REALISATION**

#### **3.2.1. MISE A JOUR DU PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.G.C.S.P.S.)**

Le Coordonnateur S.P.S. complète et adapte le P.G.C.S.P.S. en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux et au Maître d'Œuvre.

Le Coordonnateur S.P.S. harmonise et intègre dans le P.G.C.S.P.S., au fur et à mesure qu'il aura validés les P.P.S.P.S. Il en avise immédiatement le Maître d'Œuvre. Il est prévu que les entreprises disposent de trente (30) jours pour remettre leur P.P.S.P.S. au coordonnateur S.P.S. pour visa.

#### **3.2.2. TENUE DU REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION (R.J.C.)**

Le Coordonnateur S.P.S. complète et fait viser le R.J.C. conformément à l'article R 4532 du Code du travail.

En plus des mentions obligatoires prévues, le Coordonnateur S.P.S. porte dans le R.J.C. les comptes rendus des visites inopinées du chantier.

Le R.J.C. est conservé par le Coordonnateur S.P.S. pendant une durée de CINQ (5) années à compter de la date de réception des travaux.

### **3.2.3. EXAMEN, HARMONISATION ET APPROBATION DU PPSPS ETABLI PAR CHAQUE ENTREPRISE**

Le cadre de ce plan est défini dans l'annexe 3 et sera joint aux DCE concernant les marchés de l'opération. Suite à la transmission par l'entreprise de son PPSPS, le Coordonnateur Sécurité disposera d'un délai de dix jours ouvrés pour remettre ses observations au Maître d'Œuvre et à l'Entreprise.

Les PPSPS seront annexés au PGC après approbation par le Coordonnateur Sécurité. Le Coordonnateur Sécurité établit et tient à jour la procédure de diffusion des PPSPS.

### **3.2.4. ORGANISATION DE LA COORDINATION DU CHANTIER AU NIVEAU DE L'HYGIENE ET DE LA SECURITE**

Le Coordonnateur Sécurité organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales ou horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Au cours de cette inspection, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du PPSPS chaque fois que celui-ci est exigé. Cette inspection commune peut être renouvelée ultérieurement si le Coordonnateur Sécurité le juge utile.

Le CSPS doit prendre en compte également au titre de cette coordination sur le chantier, l'entreprise exploitante chaque fois que les travaux sont à réaliser dans un établissement ou une dépendance de celle-ci. Le Coordonnateur Sécurité veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi qu'aux procédures de travail qui interfèrent.

Tout refus ou silence des intervenants suite à une demande d'information du Coordonnateur Sécurité doit être signalé sans délai par celui-ci au Maître d'Œuvre.

Il doit également procéder au suivi de tout accident mettant en cause, dans le cadre de l'opération un ou plusieurs intervenants.

A ce titre, il doit s'assurer de la réalisation par les intervenants concernés des déclarations d'accidents auprès des organismes concernés et organiser et conduire une analyse après accident.



### 3.3. **ÉLABORATION ET MISE A JOUR DE LA DECLARATION PREALABLE**

Le Coordonnateur Sécurité doit proposer au Maître d'Œuvre la déclaration préalable (annexe 5) à envoyer aux différents organismes visés à l'article L 4211 du Code du Travail, au minimum 45 jours calendaires avant le début des travaux ou, si les travaux sont soumis au permis de construire 15 jours calendaires avant le dépôt de la demande du Permis de Construire,

Elle doit être tenue à jour et jointe au PGC. (Plan général de coordination).

Elle doit être affichée avec ses mises à jour sur le chantier, par l'entreprise désignée par le Coordonnateur Sécurité et établi sur le PGC et sous sa responsabilité.

### 3.4. **VISITES DU CHANTIER AVEC CHAQUE ENTREPRISE**

(Y compris les autres entreprises extérieures en co-activité selon nécessités).

Avant la première intervention de chaque entreprise, le Coordonnateur Sécurité leur présentera le plan d'installation de chantier matérialisant les zones de chantier, les voies de circulation du personnel, des engins et véhicules et effectuera la visite préliminaire.

Ensuite, une visite mensuelle avec compte-rendu devra être organisée par le Coordonnateur Sécurité qui s'assurera que les points énoncés ci-dessus sont respectés et conformes aux prescriptions.

### 3.5. **ÉLABORATION DU DIUO (DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE)**

Le Coordonnateur Sécurité doit établir et compléter au fur et à mesure de la remise des études de conception et d'exécution et de l'avancement du chantier un dossier qui préconise l'ensemble des dispositions à prendre en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour les travaux de maintenance, par nature de travaux en respectant un cadre de présentation imposé par le Maître d'Œuvre et défini en annexe 1 du présent cahier des charges.

Il est constitué dès la phase de conception de l'ouvrage par le Coordonnateur Sécurité qui en a la responsabilité. Il est communiqué par ce dernier au Maître d'Œuvre à l'issue de la période de préparation du marché de l'opération.

Il est complété par le Coordonnateur Sécurité désigné pendant la phase de réalisation de l'ouvrage qui le remet au Maître d'Œuvre dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la mise à sa disposition des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) ou du dossier de maintenance des lieux de travail si celui-ci est remis postérieurement.

Le Coordonnateur Sécurité vérifie la cohérence entre le contenu du DIUO, le contenu des DOE et le contenu du dossier de maintenance des lieux de travail.

Dans tous les cas où, au cours de la période de garantie de parfait achèvement, certaines modifications apportées aux ouvrages qui seraient susceptibles d'avoir une incidence sur les modalités d'intervention ultérieure devront être intégrées par le CSPS au DIUO et remis au maître d'œuvre.

### **3.6. COORDINATION PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT**

Les interventions du Coordonnateur Sécurité se feront sous forme de vacation.  
Les vacations comprennent le temps passé par le coordonnateur sécurité et le personnel mis en œuvre tant sur le chantier, que hors du chantier pour l'accomplissement de la mission, notamment :

- . Le transport sur le chantier,
- . Les contrôles sur le chantier,
- . Le travail nécessaire dans les bureaux du Coordonnateur Sécurité,
- . La participation aux réunions nécessaires pour le déroulement du chantier,
- . Les rapports écrits correspondants aux prestations ci-dessus,
- . Toutes les actions consécutives correspondantes.

Le Coordonnateur Sécurité appréciera ponctuellement en fonction des informations qui lui sont communiquées la nécessité de son intervention. Il devra en aviser au préalable le Maître d'Œuvre.

Le Coordonnateur Sécurité assurera l'ensemble de ses missions pendant toute la durée de la garantie de parfait achèvement chaque fois que la levée de réserves formulées lors de la réception de l'ouvrage ou la réparation de désordre de toute nature nécessitent le retour de plusieurs entreprises sur l'ouvrage.

Les ouvrages étant exploités, il sera tenu de se rapprocher de l'exploitant et de son Collège d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, si ce dernier est formé, pour déterminer et ajuster les modalités d'interventions au niveau de l'hygiène, de la sécurité et de la protection de la santé des personnels des entreprises intervenantes ainsi que des personnels de l'exploitant au regard des interactivités constatées ou potentielles.

Les essais de fonctionnement ne nécessitant pas d'interventions autres que des mises au point et des réglages sont exclus du champ d'intervention du Coordonnateur Sécurité.



## **4. AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SÉCURITÉ**

Le Coordonnateur Sécurité doit informer le Maître d'Œuvre sans délai et par tout moyen de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

Cette information devra être confirmée par écrit.

Il est fait mention de ces violations dans le registre journal de chantier.

Dans tous les cas de danger grave et imminent (tels que chutes de hauteur, ensevelissement) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Coordonnateur Sécurité doit prendre les mesures nécessaires pour faire cesser ce danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et reprises ainsi que l'identité des intervenants justifiant ces arrêts sont consignés au registre journal.

Dans tous les autres cas de danger ou de violation des obligations réglementaires, le Coordonnateur Sécurité doit saisir le Maître d'Œuvre qui arrêtera et mettra en œuvre les mesures nécessaires.

Tout différend entre le Coordonnateur Sécurité et l'un des intervenants cités aux pièces constitutives des marchés, dans le cadre de l'opération concernée, est soumis au Maître d'Œuvre

### **4.1. MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU COORDONNATEUR SÉCURITÉ**

Le Coordonnateur Sécurité a libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité,
- Aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition par les entreprises titulaires de marché à la demande du Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre communique ou fait communiquer au Coordonnateur Sécurité avant de les viser tous les documents d'études relatifs à la conception des ouvrages ainsi que les documents d'étude d'exécution des ouvrages au fur et à mesure de leur élaboration.

Il communique également, ou fait communiquer, au Coordonnateur Sécurité, au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des différents intervenants mentionnés au CCAP y compris les intervenants désignés en cours d'exécution des ouvrages.

Il tient ou fait tenir à la disposition du Coordonnateur Sécurité leurs contrats.

Le Maître d'Œuvre prend toutes dispositions pour communiquer ou faire communiquer au Coordonnateur Sécurité :

- L'ensemble des documents et Ordres de Service relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs notamment les documents d'étude et de méthode nécessaires à la compréhension des risques de co-activité,
- La copie des déclarations d'accident du travail.

<b>CSPS</b>	<b>Page : 18/30</b>
<b>Cahier des Clauses Techniques Particulières</b>	<b>Date : 20/01/2025</b>

Le Maître d'Œuvre prend toutes les dispositions nécessaires vis-à-vis de chaque entreprise pour que celle-ci établisse et fasse établir par chacun de ses sous-traitants quel que soit leur rang, un cahier de chantier faisant figurer au minimum les informations suivantes :

- Nom de l'entreprise rédactrice,
- Effectifs de cette entreprise par catégories de personnels,
- Moyens mis en œuvre,
- Liste des sous-traitants présents,
- Liste des tâches en cours avec désignation de la tâche ou de l'atelier, localisation, affectation des effectifs et des moyens et état d'avancement,
- Météorologie (gestion des intempéries).

Le Maître d'oeuvre remet, ou fait remettre, au Coordonnateur Sécurité tous les documents nécessaires à l'établissement ou à la mise à jour du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) notamment :

- Le DIUO des ouvrages existants avant travaux chaque fois qu'un tel document existe,
- Les Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE),
- Le dossier de maintenance des lieux de travail pour les ouvrages de bâtiment ou les dispositions spécifiques visées à l'art R 4532 al2 du Code du Travail pour les autres ouvrages.
- La liste tenue à jour des personnes autorisées à accéder au chantier.

Ces documents doivent être remis au Coordonnateur Sécurité dès que possible au fur et à mesure de leur élaboration et, en ce qui concerne le DOE, le dossier de Maintenance ou les dispositions spécifiques visées à l'art R 4532 alinéa 2 précité, au plus tard le jour prévu pour procéder aux opérations préalables à la réception.

Le Coordonnateur Sécurité est informé des réunions organisées par les Maître d'Œuvre et Maître d'Ouvrage.

Il y est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.

## 4.2. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DE LA MISSION DU COORDONNATEUR SÉCURITÉ

A compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.5432-31 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS. Dans le cas où le coordonnateur de réalisation est différent du coordonnateur de conception, un procès-verbal de passation de consignes et des documents doit être rédigé et signé par les coordonnateurs.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le Maître d'oeuvre.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- Le titulaire propose au Maître d'Ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI
- L'accord du Maître d'Ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite de la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant.
- Si le Maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le Maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 30 du CCAG-PI.

Le coordonnateur SPS ou à défaut le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au Maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 15 jours à compter de la demande du Maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au Maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, de la phase conception à la phase réalisation y compris aux réunions de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Par ailleurs, durant l'année de parfait achèvement, le coordonnateur SPS, devra effectuer à la demande du Maître d'Ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, dans les mêmes conditions ainsi que modifier et compléter si nécessaire le DIUO.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre journal et du Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (ou du Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé) sont consultables sur le chantier.

(Rappel : - catégorie 1 ou 2 : PGSCSPS - catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers : PGSCSPS)

Le coordonnateur SPS devra assister à la réalisation de la déclaration d'ouverture de chantier et à la visite du service prévention interne.

Le coordonnateur SPS devra être présent à chaque réunion plénière mensuelle qui pourra être organisée par la Maîtrise d'Ouvrage.

#### **4.3. PLURALITE D'OPERATIONS OU CHANTIER SUR UN MEME SITE OU SUR PLUSIEURS SITES CONTIGUS**

Si, pendant la durée du chantier ou la période de garantie de parfait achèvement, le Maître d'Œuvre fait intervenir une entreprise pour un autre chantier sur le site ou à proximité, le coordonnateur sécurité se rapproche du ou des autres coordonnateurs afin de définir en commun les mesures propres à gérer la co-activité et l'harmoniser en conséquence et les documents produits au titre de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs sur les différents chantiers.

Eventuellement il rappelle au Maître d'Œuvre la nécessité d'un recours à un coordonnateur sécurité.

#### **4.4. REALISATION D'UNE OPERATION SUR UN SITE OU A PROXIMITE D'UN SITE EN EXPLOITATION**

En cas de travaux sur ouvrages en exploitation ou en cas d'activité d'exploitation extérieure à proximité du chantier, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur Sécurité prennent les mesures pour éviter tout risque liés à la Co activité.

#### **4.5. OPERATION SOUMISE AUX DISPOSITIONS DE L'ART R4533-1 DU CODE DU TRAVAIL**

Lorsqu'une opération de construction de bâtiment est soumise avant démarrage des travaux aux contraintes préalables d'aménagement de voies et réseaux divers définies à l'art R238-10 du Code du travail, les interventions au titre de ces aménagements rentrent dans le champ de compétences du Coordonnateur Sécurité désigné au titre du présent marché.

## 5. ANNEXE 1 : DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE

Son cadre est défini par l'art R 4532 du Code du travail.

Il comprend notamment :

- Pour tous les ouvrages sans distinction
- Le Dossier des Ouvrages Exécutés de chacune des entreprises (DOE),
- Le procès-verbal de la réception.
- Pour les ouvrages autres que les ouvrages de bâtiment visés à l'art L4211 du Code du travail

Les dispositions prises, en fonction des ouvrages :

- Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R.235.3.2 du Code du travail,

Pour l'accès en couverture et notamment :

- Les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée,
- Les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes,

Les chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes, pour faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour :

- Le ravalement des halls de grandes hauteurs,
- Les accès aux cabines d'ascenseurs,
- Les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire.
- Pour les ouvrages susceptibles de présenter un risque d'asphyxie ou d'explosion à l'occasion d'interventions ponctuelles d'entretien ou de réparation.
- La liste des protections collectives et individuelles à prévoir,
- Le rappel des opérations préalables propres à prévenir ou à limiter les risques avant toute intervention

Il indique en outre, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

- Pour les ouvrages de bâtiment visés à l'art L-4211 du Code du travail

<b>CSPS</b>	<b>Page : 22/30</b>
<b>Cahier des Clauses Techniques Particulières</b>	<b>Date : 20/01/2025</b>

Le dossier de maintenance des lieux de travail comprenant notamment, outre les dispositions citées ci-dessus, les éléments suivants :

- Consignes pour les niveaux minimum d'éclairage, pendant les périodes de travail des locaux, dégagements et emplacements, ainsi que les éléments d'information nécessaires à la détermination des règles d'entretien du matériel ;
- Dispositions prises pour la ventilation et l'assainissement des locaux et informations permettant au chef d'établissement d'entretenir les installations, d'en contrôler l'efficacité et d'établir les consignes d'utilisation ;
- Description et caractéristiques des installations électriques réalisées ainsi que tous les éléments permettant à la personne ou à l'organisme choisi par le chef d'établissement pour procéder à la vérification initiale des installations électriques de donner un avis sur la conformité de celles-ci aux dispositions réglementaires applicables.

## 6. ANNEXE 2 : REGISTRE JOURNAL

Le Coordonnateur Sécurité consigne au minimum sur le registre-journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération et ce dès la phase de conception :

1) Les comptes rendus des inspections communes, et plus généralement tous les comptes rendus et courriers qu'il est amené à établir, les consignes à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé qui ont été précisées aux entreprises lors de l'inspection commune préalable prévues à l'article 15.6 ci-dessus, qu'il fait viser par les entreprises concernées, et qu'il contresigne ;

2) Les avis, observations, demandes de documents ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire au Maître d'Ouvrage, ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle, qu'il contresigne ;

3) Les suites données par les intéressés aux avis observations, demandes de documents ou notifications précitées ;

4) Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;

5) Le PV de transmission de la prise en charge des protections collectives sur une zone donnée entre deux intervenants ;

Il présente le registre-journal, sur leur demande, au Maître d'Ouvrage, à son assistant, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article L 611-1 du code du travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

Le registre-journal est conservé par le Coordonnateur Sécurité pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Une copie des mentions portées au registre journal est adressée systématiquement au Maître d'Ouvrage au plus tard le lendemain de leur report.

Une copie des mentions portées au registre journal est également adressée dans les mêmes délais à chacun des intervenants concernés.

Seuls sont habilités à écrire sur le registre-journal : le Maître d'Œuvre, le Coordonnateur Sécurité et les intervenants mentionnés lorsqu'une réponse leur est demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Coordonnateur Sécurité.

<b>CSPS</b>	<b>Page : 24/30</b>
<b>Cahier des Clauses Techniques Particulières</b>	<b>Date : 20/01/2025</b>

Tout autre écrit d'un quelconque intervenant devra être adressé au Maître d'Œuvre avec copie au Coordonnateur Sécurité.

Pendant la durée du chantier, le registre journal sera tenu en deux exemplaires par le Coordonnateur Sécurité ; un dans l'enceinte du chantier et l'autre dans ses bureaux à l'extérieur du chantier.



## **7. ANNEXE 3 : PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)**

Avant le début de son intervention, chaque entreprise, entreprises sous-traitantes comprises, doit adresser au Coordonnateur Sécurité, avec copie simultanée au Maître d'Œuvre, son PPSPS dans les délais définis à l'article R 238-30 du Code du Travail.

Le Coordonnateur Sécurité est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier dès la conclusion de son contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande, les PPSPS établis par les autres entrepreneurs et de veiller à ce que chaque entrepreneur transmette son PPSPS à l'ensemble des intervenants qui en font la demande ou à ceux qu'il estime nécessaire (en cas d'interactivité notamment).

Le Coordonnateur Sécurité doit examiner les PPSPS, les harmoniser entre eux et les approuver. Il vérifie notamment que leur contenu comporte au moins les points suivants :

1) Le PPSPS mentionne les noms et adresse de l'entrepreneur ; il indique l'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ; il précise, le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

2) Le PPSPS comporte obligatoirement et de manière détaillée :

2.1 - Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, et notamment :

- a) Les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades,
- b) L'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence,
- c) L'indication du matériel médical existant sur le chantier,
- d) Les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.

Lorsque ces dispositions sont prévues par le PGC mention peut être faite du renvoi à ce plan.

2.2 - Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés au personnel en application notamment des dispositions du décret n° 65-58 du 8 janvier 1965 modifié. Il mentionne pour chacune des installations prévues leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible. Un plan spécifique de ces locaux et de leur exploitation sur le chantier doit être joint au PPSPS.

Le Coordonnateur Sécurité veillera à la mise à jour de ce plan par les entreprises (entreprise générale ou mandataire du groupement).

3) Le PPSPS est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier. A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le Coordonnateur Sécurité et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

3.1 - Les mesures spécifiques prises par l'entreprise, destinées à prévenir les risques spécifiques découlant :

- De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant,
- Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses.

3.2 - La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés dans la liste prévue à l'article L 235-6 du Code du Travail.

3.3 - Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux. Lorsqu'il ressort du PGC et de l'analyse préalable des risques menée par l'entreprise qu'une ou plusieurs des mesures mentionnées au 3° de cette annexe n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution des travaux figurant sur la liste prévue au 3.2 ci-dessus, l'entrepreneur en fait mention expresse sur le plan.

Pour l'application des dispositions prévues au 3° ci-dessus, le PPSPS :

- Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus notamment lorsqu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier,
- Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier ; il indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlées l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent. Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Le Coordonnateur Sécurité doit les tenir à la disposition du médecin du travail ainsi que des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel pour avis, avant toute intervention sur le chantier.

Le Coordonnateur Sécurité demandera aux entreprises visées à l'article R 238-34 du Code du Travail une copie de l'accusé de réception du bordereau d'envoi de leur PPSPS à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article L 611-1 du Code du Travail, au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et aux représentants des chefs de services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

<b>CSPS</b>	<b>Page : 27/30</b>
<b>Cahier des Clauses Techniques Particulières</b>	<b>Date : 20/01/2025</b>

Un délai de 10 jours ouvrés devra être alors respecté entre la date de l'accusé de réception et le début des travaux par l'entreprise pour permettre aux organismes précités d'examiner le PPSPS.

En cas d'avis défavorable de ces organismes pendant ce délai, l'entreprise devra revoir son PPSPS.

Un exemplaire à jour des PPSPS est tenu disponible en permanence sur le chantier. Sont joints, y compris pour les entrepreneurs non visés à l'alinéa précédent, les avis du médecin du travail ainsi que des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel.

Les PPSPS tenus sur le chantier peuvent être consultés par des membres du CISSCT si nécessaire, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, les représentants des chefs de services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

## 8. ANNEXE 4 : PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION (PGC)

Le PGC est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Il énonce notamment :

- 1) Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment la déclaration préalable qui est jointe au PGC.
- 2) Les prescriptions législatives et réglementaires applicables à l'opération.
- 3) Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Œuvre en concertation avec le coordonnateur, notamment le phasage des travaux, installations de chantier, les contraintes propres au chantier.
- 4) Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
  - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales,
  - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,
  - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
  - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
  - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
  - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
  - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site.
- 5) Les sujétions découlant des interfaces avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- 6) Les sujétions découlant de l'environnement propre au site.
- 7) Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment les dispositions prises par le Maître d'Ouvrage pour établir les conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail.
- 8) Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.

9) Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

10) Les procédures d'accès au chantier et leurs modalités de mise en œuvre.

En outre :

- Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.
- Le PGC intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé ainsi que lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du Code du Travail.
- Dès la phase de consultation des entreprises, le Maître d'Ouvrage est tenu d'adresser le PGC, sur leur demande, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article L. 611-1 du Code du Travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.
- Le PGC tenu sur le chantier peut être consulté par le médecin du travail, les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, appelés à intervenir sur le chantier.

## 9. ANNEXE 5 : DÉCLARATION PRÉALABLE

Le Coordonnateur Sécurité doit proposer au Maître d'Ouvrage le texte de la déclaration préalable. Cette déclaration sera tenue à jour par les soins du Coordonnateur Sécurité et affichée sur le chantier sous sa responsabilité.

Contenu de cette déclaration :

- 1) Date de communication (sera indiquée par le Maître d'Ouvrage)
- 2) Adresse précise du chantier
- 3) Nom et adresse du Maître d'Ouvrage
- 4) Nature de l'ouvrage
- 5) Nom(s) et adresse(s) du(des) Maître(s) d'Œuvre
- 6) Nom(s) et adresse(s) du(des) Coordonnateur(s) de Sécurité et de Protection de la Santé
- 7) Date présumée du début des travaux
- 8) Délai prévisionnel d'exécution des travaux
- 9) Nom(s) et adresse(s) du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) ou contrat(s) déjà désigné(s)
- 10) Nom(s) et adresse(s) du(des) sous-traitant(s) pressenti(s)
- 11) Effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier

- Totalité en hommes-jour,
- Maximum ponctuel,
- Maximum pendant 10 jours ouvrés consécutifs.

12) Nombre d'entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier

Conformément aux dispositions du 1° de l'article R. 238-22 du code du travail, le Coordonnateur Sécurité porte ou complète et tient à jour, dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, les informations requises aux rubriques 6°, 9° et 12° lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner complètement à la date d'envoi de la déclaration préalable aux autorités compétentes visées à l'article R. 238-2 du code du travail.